Suède : le gouvernement veut rendre plus difficile pour les migrants non européens de recevoir des prestations sociales et leur imposer des obligations

21/10/2023 à 9h55



Le gouvernement de droite suédois a déclaré vendredi qu'il rendrait plus difficile pour les immigrants non européens de recevoir des prestations sociales, affirmant qu'il voulait dissuader les migrants d'arriver et mieux intégrer ceux qui le font.

Le gouvernement minoritaire du Premier ministre Ulf Kristersson est arrivé au pouvoir il y a un an avec, pour la première fois, le soutien du parti d'extrême droite des Démocrates de Suède (SD). Il a promis de sévir contre l'immigration et la criminalité.

Depuis les années 1990, la Suède accueillait un grand nombre d'immigrants, principalement en provenance de pays déchirés par des conflits, notamment l'ex-Yougoslavie, la Syrie, l'Afghanistan, la Somalie, l'Iran et l'Irak.

Mais il a eu du mal à les intégrer.

« *Depuis 2012, plus de 770 000 personnes ont immigré en Suède en provenance de pays extérieurs à l'Union européenne et à l'Espace économique européen (EEE)* », ont écrit les dirigeants de la coalition tripartite et du parti d'extrême droite SD dans une tribune publiée dans le journal Dagens Nyheter.

« *Avec une politique d'intégration qui n'a presque pas exigé (des immigrés) et n'a fourni aucune incitation à s'intégrer dans la société, l'immigration massive a créé une Suède divisée* », ont-ils affirmé.

L'article d'opinion pointait du doigt « *la ségrégation, l'exclusion sociale, le chômage, les mauvais résultats scolaires et l'absence de valeurs suédoises communes* ».

Ils ont fait valoir que le pays scandinave de 10,3 millions d'habitants, connu pour son État-providence généreux du berceau à la tombe, avait des « problèmes importants » avec les personnes nées à l'étranger qui étaient au chômage et vivaient d'allocations.

Le gouvernement prévoit d'introduire des réformes qui obligeront les immigrants non européens à apprendre le suédois et à trouver du travail sur le marché du travail hautement qualifié du pays, et a lancé une enquête pour élaborer les détails du plan.

Les immigrés en provenance des pays de l'UE et de l'EEE sont couverts par les règles européennes en matière de libre circulation. Les nouvelles mesures visent les immigrants d'autres régions du monde.

Le gouvernement prévoit également d'introduire un plafond sur les prestations pour les immigrants non européens afin qu'ils ne puissent pas recevoir plusieurs allocations – telles que pour les enfants, le logement, le chômage, la maladie et le congé parental.

Enfin, le gouvernement a déclaré que les immigrants devraient attendre une période encore indéterminée avant d'être admissibles aux prestations.

L'ancien ministre de l'Immigration, Anders Ygeman, porte-parole du Parti social-démocrate suédois sur les questions d'immigration, a déclaré qu'il était difficile d'aborder les plans du gouvernement avant que tous les détails ne soient connus.

Cependant, il a noté que des qualifications étaient déjà requises pour divers avantages.

« *Il est évidemment important que nous ayons une intégration fonctionnelle où les nouveaux arrivants trouvent rapidement du travail, et nous devrions également avoir un système d'avantages sociaux qui contribue au bon fonctionnement de l'intégration* », a déclaré M. Ygeman dans une déclaration à l'AFP.

L'article d'opinion du gouvernement publié vendredi indique que les demandes d'asile en Suède ont diminué de 26 % par rapport à l'année dernière, contre une augmentation de 30 % dans le reste de l'Europe.

De nombreux immigrés non européens finissent par vivre dans des quartiers défavorisés en dehors des grandes villes, où le chômage et la criminalité sont élevés, et où l'on parle peu suédois.

Insider Paper via l'AFP